

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 29/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VALTOM

1 rue des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20230615-RAP-63-0802-Inspection-Puy-Long
Code AIOT : 0005601635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral

n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m³ pour une durée de vie de 13 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Travaux d'extension de la barrière de sécurité active entre les casiers 1 et 2 de la zone 3 (articles 19 et 20 de l'AM du 15/02/2016 + dossier de porter à connaissance transmis le 31/12/2022) ;
- Contrôle du réseau de captation du biogaz (articles 21-I et 21-II de l'AM du 15/02/2016 et article 9.2.1.1. de l'AP du 31/10/2013) ;
- Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (article 3.2.5. de l'AP du 31/10/2013) ;
- Campagne des mesures d'émissions diffuses (articles 21-IV de l'AM du 15/02/2016) ;
- Données météorologiques – Bilan hydrique (article 9.2.7 de l'AP du 31/10/2013) ;
- Collecte des lixiviats (article 22 de l'AM du 15/02/2016) ;
- Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires (articles 4.3.9.1, 4.3.9.2 ; 9.2.2.2 et 9.2.2.3 de l'AP du 31/10/2013) ;
- Suivi des eaux souterraines (article 9.2.5.1 de l'AP du 31/10/2013) ;
- Prélèvements et consommations d'eau (article 4.1.1 de l'AP du 31/10/2013) ;
- Relevés topographiques et capacités d'accueil restantes (article 25 de l'AM du 15/02/2016) ;
- Incident du 20 février 2023 (article 2.5.1 de l'AP du 31/10/2023) ;
- Bilan environnement annuel (article 9.4.1.1 de l'AP du 31/10/2013) ;
- Vidéosurveillance sur les ISDND (article D.541-48-1 du code de l'environnement) ;
- Les autres suites données aux constats relevés lors de l'inspection du 14 décembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection | Proposition de délais (1) |
|----|---|---|--|---|---------------------------|
| 2 | Réseau de captation du biogaz | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I et 21-II | / | Lettre de suite préfectorale | 5 mois |
| 3 | Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5 | / | Lettre de suite préfectorale | 12 mois |
| 6 | Systèmes de collecte des lixiviats | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 13 | Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 14 | Vidéosurveillance sur les ISDND | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Travaux non déclarés entre les casiers 1 et 2 (constitution d'une BSA) | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19 et 20 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------|--|--|-------------------|
| 4 | Émissions diffuses de biogaz | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV | / | Sans objet |
| 5 | Données météorologiques | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.7 | / | Sans objet |
| 7 | Eaux résiduaires | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 9.2.2.2 et 9.2.2.3 | / | Sans objet |
| 8 | Suivi des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1 | / | Sans objet |
| 9 | Consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.1.1. | / | Sans objet |
| 10 | Relevés topographiques | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25 | / | Sans objet |
| 11 | Déclaration d'incidents | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 2.5.1 | / | Sans objet |
| 12 | Bilan environnement annuel | Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.4.1.1 | / | Sans objet |
| 15 | Ouverture du casier amiante | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III | Susceptible de suites | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|---|-------------------|
| 16 | Ouverture Casier 3 | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III | Susceptible de suites | Sans objet |
| 17 | Déchets autorisés à être stockés sur site | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en conformité du site par rapport aux deux principales non-conformités relevées lors de l'inspection précédente, réalisée le 14/12/2022 :

- Travaux non déclarés d'extension de la barrière de sécurité active entre les casiers 1 et 2 de la zone 3 : le dossier de porter-à-connaissance transmis le 30 décembre 2022 nécessite certains compléments détaillés dans le rapport. En tout état de cause, cette zone de l'installation ne pourra être mise en exploitation qu'après réalisation des contrôles de l'inspection prévues à l'article 20 de l'AM du 15/02/2016 et sur la base d'un document technique réalisé par un organisme tiers compétent (non transmis à ce jour) ;
- Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie : le dossier de porter-à-connaissance relatif à la modification des bassins de récupérations des eaux d'extinction a été transmis le 08/06/2023. Ce dossier sera prochainement soumis à l'avis du SDIS 63. Les bassins ont été curés et les colonnes d'aspiration remises en état. Leur test par les services du SDIS reste à effectuer. La visualisation des vannes d'isolement de ces bassins est à améliorer.

L'inspection a par ailleurs mis en évidence les non-conformités suivantes :

- panne partielle du dispositif de captation du biogaz au droit du casier 1 de la zone 5 ;
- dépassement de certaines VLE pour les moteurs et la torchère du site (non-conformité qui sera levée avec la mise en service de la WAGABOX) ;
- lacunes dans le suivi du dispositif de collecte des lixiviats ;
- absence d'un système de vidéosurveillance.

Enfin, dans l'attente de la transmission des compléments demandés dans les rapports d'inspection du 28 juillet 2022 et du 22 décembre 2022, la mise en exploitation du casier 3 et du casier « amiante » ne peut pas être autorisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux non déclarés entre les casiers 1 et 2 (constitution d'une BSA)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19 et 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à la pose d'une barrière de sécurité active |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |

Prescription contrôlée :

Article 19 de l'AM du 15/02/2016 : Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 20 de l'AM du 15/02/2016 : I. - Avant le début de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement de l'installation par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ;
- du réseau de contrôle des eaux souterraines (article 13) ;
- de plusieurs fossés extérieurs de collecte, des bassins de stockage des eaux de ruissellement et de la procédure permettant de s'assurer de la réalisation d'une analyse avant rejet (article 14) ;
- des procédures et équipements permettant de respecter les conditions de l'article 16, du débroussaillage des abords du site (article 33) et du chapitre 4 du titre III (admission des déchets) ;
- d'une analyse initiale des eaux souterraines et du relevé topographique prévus à l'article 17 ;
- de la procédure de détection de la radioactivité visée à l'article 31.

II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

IV. - Pour chaque nouveau bassin de stockage des lixiviats, l'exploitant fait procéder au contrôle du parfait achèvement des travaux d'aménagement.

Le contrôle précité est réalisé par un ou des organismes tiers, indépendants de l'exploitant. Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant avant la mise en service du bassin.

Article 1.6.1. de l'arrêté préfectoral du n°13/02155 du 31 octobre 2013 modifié - Porter à

connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats : Pour rappel, l'inspection du 14 décembre 2022 avait conduit l'inspection à constater la réalisation de travaux en cours dans une zone située entre les casiers 1 et 2 alors que ceux-ci n'avaient pas été déclarés préalablement.

Un dossier de porter à connaissance relatif à ces travaux a alors été demandé lequel devait comprendre l'ensemble des éléments prévus à l'article 19 de l'AM du 15/02/2016 et préciser les raisons ayant conduit à ces travaux d'extension de la BSA et leurs objectifs. La nature et le devenir des matériaux extraits de la zone devaient également être précisés et justifiés. L'absence de déchets au droit de cette zone devait être confirmée et justifiée par comparaison des relevés topographiques antérieurs réalisés au cours des dernières années.

Le dossier de porter-à-connaissance correspondant a été transmis le 30 décembre 2022. Celui-ci appelle les commentaires suivants :

- p2, historique des plans d'exploitation : afin de mieux visualiser la zone concernée par ces travaux, il convient de faire apparaître sur l'ensemble des plans topographiques fournis en annexe, les casiers 1, 2 et 4 et dans la mesure du possible la zone d'étude ;
- p5, sur les 6 000 m³ extraits, le dossier indique que 5 000 m³ ont été stockés sur le dôme et 500 m³, pollués par des déchets ; ont été utilisés en matériaux de recouvrement du casier 2. Le devenir des 500 m³ restant doit être précisé ;
- p7, il est indiqué que le DEG sera protégé par une couche de terre de 0,2 m avant mise en place des déchets. Cette phrase pouvant porter à confusion, il convient de préciser que cela ne concerne que les flans de cette zone (le fond et les risbermes sont recouverts d'une couche de 50 cm de matériaux drainant conformément à l'AM du 15/02/2016 ;
- p9, il convient de préciser si la stratégie d'échantillonnage retenue dans le cadre de ces travaux respecte les recommandations du guide BRGM "Recommandations pour la caractérisation de la perméabilité des barrières d'étanchéité des installations de stockage de déchets - BRGM/MP-53721-FR - juin 2015) ;

Le jour de l'inspection, les travaux étaient achevés. L'inspection a pu constater que, suite aux récentes intempéries, des déchets se sont accumulés et couvraient une partie du fond de la zone, l'autre partie étant en partie inondée.

En tout état de cause, le dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'AM du 15/02/2016 et l'arrêté préfectoral d'autorisation du site a été confié à la société SOCNA SOLS et est en cours de finalisation.

A réception, l'inspection procédera aux contrôles préalables à la mise en exploitation de cette zone et définis à l'article 20 de l'AM du 15/02/2016.

Observations :

- **Transmettre, sous 1 mois, un dossier de PAC modifié tenant compte des observations formulées par l'inspection.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseau de captation du biogaz

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I et 21-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles du réseau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p> <p>Article 9.2.1.1.de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 : « Biogaz capté »</p> <p>L'exploitant procède tous les mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. Il effectuera également annuellement des mesures sur la concentration en métaux toxiques et en composés halogénés dans le biogaz en entrée des installations de traitement. Il détermine les flux annuels moyens produits pour ces gaz et les transcrit avec leur concentration dans le rapport annuel d'activité.</p> <p>Constats : Les 2 derniers rapports mensuels (avril et mai) relatifs au contrôle des dépressions ont été consultés en séance. Ces rapports doivent être complétés afin de justifier systématiquement les cas où la mesure a été impossible (puits 40 et puits 100 à 107).</p> <p>Sur site, VEOLIA dispose des analyseurs portable GEOTECH Biogaz et CH₄ PROCESS qui permet la mesure des paramètres CH₄, CO₂, O₂ et H₂S ainsi que de la dépression. Les 120 puits font l'objet d'un contrôle par mois. Lors de l'inspection, une mesure a été réalisée sur le puits 115 et a permis d'établir les valeurs en CH₄ (58,37 %), CO₂ (40,09 %), H₂S (1 ppm), O₂ (0,01 %) et la dépression (- 0,87 hPa).</p> <p>S'agissant des puits 100 à 107, le VALTOM a indiqué que le captage était défectueux au niveau de cette zone du casier 1 depuis mars 2023.</p> <p>L'inspection rappelle que, conformément à l'article 21-I de l'AM du 15/02/2016, toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. En conséquence, la panne partielle du système de captation du casier 1 aurait dû faire l'objet d'une information de la DREAL.</p> |

En tout état de cause, l'inspection demande au VALTOM de prendre toutes les dispositions nécessaires pour rétablir complètement la captation du biogaz au niveau du dôme du casier 1 d'ici le 30/11/2023. Dans l'attente, les mesures de surveillance de la zone doivent être renforcées avec notamment un suivi rapproché (tous les 15 jours par ex) des émissions diffuses de la zone à mettre en place sans délais et à consigner.

Les résultats des mesures de la qualité de biogaz depuis le début de l'année ont été consultés. Les prélèvements ont été réalisés le 03/01, le 14/02, le 07/03, le 21/03, le 04/04, le 18/04 et 23/05 sur les branches dénommées "Nouvelle Zone" et "Ancienne Zone". Les résultats portent uniquement sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂ H₂S.

Les paramètres CO, H₂ et H₂O sont donc manquants ce qui est contraire à l'article 9.2.1.1 de l'AP du 31/10/2013.

Ils font cependant l'objet d'une mesure annuelle par un organisme extérieur (EUROPOL les 7 et 8 février 2023 pour le dernier en date).

Les actions de mise en conformité sont attendues sur ce point dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Concentrations instantanées en mg/Nm³

Conduits n°1 et 2 (moteurs)

Concentration en O₂ de référence 15,00 %

Poussières 150

SO₂ 60

NO_x en équivalent NO₂ 190

CO 1200

COVNM 50

Conduits n°3 et 4 (torchères)

11 %

SO₂ 300

CO 150

Constats : Concentrations instantanées en mg/Nm³ mesurées les 7 et 8 février 2023 par EUROPOL :

- Moteur 1 (60 000 heures de fonctionnement depuis la dernière majeure et 1573 heures depuis le début de l'année) : léger dépassement de la VLE en SO₂ (64 mg/Nm³) ;

- Moteur 2 (120 000 heures depuis la dernière majeure et 154 heures depuis le début de l'année) : dépassement de la VLE en SO₂ (75 mg/Nm³) ;

Concentrations instantanées en mg/Nm³ mesurées les 22 et 23 novembre 2022 par EUROPOL :

- Moteur 1 : dépassement de la VLE en SO₂ (136 mg/Nm³) et léger dépassement de la VLE en NO_x (198 mg/Nm³) ;

- Moteur 2 : dépassement de la VLE en SO₂ (166 mg/Nm³) et léger dépassement en Nox (194

mg/Nm³)

- Torchère BG 650 (conduit n°3) : la torchère n'est utilisée qu'en secours ;
- Torchère BG 550 (conduit n°4) : dépassement de la VLE en CO (1317 mg/Nm³)

Des dépassements significatifs des VLE pour les moteurs et la torchère BG550 sont donc constatés.

L'installation de la WAGABOX prévue courant 2024 va permettre de créer une nouvelle torchère qui viendra en remplacement des anciennes qui seront alors démantelées.

De même, les moteurs de cogénération seront arrêtés avec la mise en service de la WAGABOX.

La mise en service de la WAGABOX et le démantèlement des moteurs et anciennes torchères permettront donc la mise en conformité du site pour ce présent constat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Émissions diffuses de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesures des émissions diffuses

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats : La campagne de second semestre 2022 a été transmise le 04/04/2022 en annexe au rapport d'activité 2022.

Une nouvelle campagne a par ailleurs été réalisée les 7 et 8 juin par ENVIRONNEMENT AIR. Les premiers résultats ont été présentés et montrent notamment l'absence d'émissions diffuses au niveau du casier 1 et par conséquent l'absence à ce jour de passage préférentiel induit par la panne partielle du dispositif de captage du biogaz au niveau de ce casier.

Le plan d'actions faisant suite à la campagne du second semestre 2022 mis à jour (intégrant notamment la problématique de la captation du casier 1) sera transmis sous 2 mois dans le rapport relatif à la campagne réalisée en juin 2022.

Observations :

| |
|--|
| - Transmettre sous 2 mois le rapport relatif à la campagne réalisée en juin 2022 accompagné de la mise à jour du plan d'actions relatif au traitement des émissions diffuses de biogaz. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Données météorologiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés). Les données météorologiques nécessaires sont issues d'instrumentation sur site (pluviométrie, évapotranspiration...) et, à défaut, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.</p> <p>Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.</p> |
| <p>Constats : Le registre des données météo a été présenté en séance. Les valeurs quotidiennes de l'ETP et de la pluviométrie y sont consignées. Les données de températures sont à ajouter.</p> <p>Le relevé de la hauteur des puits n'est pas pertinent sur l'ISDND de Puy-Long étant donné que le site est en écoulement gravitaire pour les lixiviats et qu'aucun puits de biogaz n'est à ce jour chargé en eau.</p> <p>Le bilan hydrique a été fourni dans le rapport d'activité de 2022. Le volume théorique de lixiviats à collecter s'élève à 12 734 m³. Le volume de lixiviats effectivement collectés est nettement plus élevé (19 332 m³) du fait du piégeage des ruissellements de juin dans les casiers en travaux lesquels ont été traités en lixiviats par sécurité et du fait des travaux de modification du bassin de lixiviats.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>- compléter le registre des données météorologiques avec les relevés de température.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Systèmes de collecte des lixiviats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des lixiviats |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p> |

et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. - Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

IV. - Lorsque les lixiviats sont traités dans une installation externe, conformément au point 3 de la hiérarchie de traitement de l'article 11, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement. La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II. Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.

Constats : Le programme de maintenance préventive mis en place par VEOLIA consiste à réaliser 2 fois par semaine au minimum, un contrôle des différents organes composant le réseau de collecte des lixiviats (pompes, poires de niveau, débitmètres...).

Ce programme n'est toutefois pas formalisé, les paramètres de suivi ne sont pas spécifiés. La hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte n'est pas relevée une fois par mois.

L'inspection demande que :

- le programme de maintenance préventive du système de captation des lixiviats soit formalisé,
- les paramètres de suivi soient spécifiés,
- les contrôles correspondant soient consignés dans un registre quel que soit leur résultat,
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte soit relevée une fois par mois.

Ces mesures correctives et organisationnelles doivent être mises en place sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 9.2.2.2 et 9.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission et fréquence de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

4.3.9.1 :

| |
|--|
| <p>Cf. tableau pour les lixiviats avant rejet au réseau d'assainissement :</p> <p>Cf. tableau pour les eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel</p> <p>9.2.2.1 :</p> <p>L'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1 concernant ces effluents sont analysés au minimum trimestriellement, ainsi que le pH et la conductivité. Le volume rejeté est également déterminé à chaque rejet.</p> <p>4.3.9.2. Rejets internes Référence : N° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.1.) : Eaux de lavage des véhicules et pluviales de ruissellement sur les parties imperméabilisées après passage par un débourbeur.</p> <p>Valeurs limites de rejets : Paramètre Concentration maximale Hydrocarbures totaux 5 mg/l</p> <p>Une analyse de cet effluent est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Constats : L'autosurveillance des rejets aqueux du site depuis le début 2023 a été consultée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la qualité des lixiviats rejetés en continu vers la STEP des 3 rivières a été analysée le 04/04/2023. Aucun dépassement des VL prescrites par l'AP du 31/10/2023 n'est observé. Seul un dépassement des matières inhibitrices est observé : 4 équitox/m3 au lieu de 2 en limite par la convention de rejets. Les mesures du PH et de la conductivité sont réalisées tous les jours ouvrés - Les eaux de ruissellement ont également été analysées le 04/04/2023. L'autosurveillance saisie dans GIDAF fait état d'un dépassement en Hg (0,5 mg/L pour une VLE à 0,05). Après vérification du rapport correspondant, il s'agit d'une erreur de saisie dans GIDAF qui doit être corrigée. - le point de rejet n°3, relatif au débourbeur-déshuileur collectant les eaux de voirie de l'entrée du site, a été raccordé depuis plusieurs années au réseau de lixiviats de la zone 4. Lors de l'inspection, celui-ci a été ouvert. Son nettoyage est à prévoir rapidement. <p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir le nettoyage du débourbeur déshuileur - corriger l'erreur de saisie dans GIDAF (valeur erronée pour le Hg le 04/04/2023 dans les eaux de ruissellement) <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|--|

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2022 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2.5.1. Suivi des eaux souterraines</p> <p>L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle dont un amont hydraulique de l'installation et deux à l'aval, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site.</p> <p>L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité et du niveau piézométrique des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets tous les semestres pendant la phase d'exploitation et pendant la phase de suivi, en périodes de hautes et de basses eaux. Les piézomètres sont répartis : 1 à l'amont (F4) et 6 à l'aval (puits INRA / HASKO et puits BARDY d'une part et PZ1 et PZ2 bis définis dans l'arrêté d'autorisation du pôle VERNEA, ainsi qu'un piézomètre à créer au niveau des bassins de</p> |

| |
|---|
| <p>stockage des lixiviats, d'autre part) et selon le plan d'ensemble fourni au dossier.</p> <p>Les paramètres mesurés semestriellement sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des lixiviats listés dans le tableau suivant.</p> <p>Paramètres pour le suivi des eaux souterraines</p> <p>Paramètres physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Arsenic, Cyanures libre, hydrocarbures totaux</p> <p>Paramètres biologiques : DBO₅ ;</p> <p>Paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</p> <p>Autres paramètres : hauteur d'eau.</p> <p>Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection précédente, il avait été demandé au VALTOM de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmer pour 2022 les interprétations du rapport 2021 en apportant des éléments sur le sens d'écoulement des eaux souterraines et les facteurs géologiques pouvant l'influencer (interprétation des niveaux PZ observés depuis 2014, variations saisonnières du sens d'écoulement, présence de faille,...). - analyser l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9.1 de l'AP du 31/10/2013 afin de déterminer lesquels sont susceptibles d'être influencés par l'ISDND. Le cas échéant, ceux-ci devaient faire l'objet d'une analyse des tendances par PZ depuis 2014 à l'instar de ce qui a été fait pour l'As. - de positionner l'interprétation par rapport aux référentiels habituellement utilisés dans le suivi des eaux souterraines (norme de potabilité de l'eau par ex). <p>Ces éléments étant restés sans réponse, ces demandes maintenues sont par conséquent maintenues.</p> <p>Les réponses à ce constat ont été apportées dans le rapport d'activités 2022.</p> <p>VEOLIA précise notamment le comportement hydrogéologique de la nappe au regard de l'historique des mesures de niveau piézométrique.</p> <p>En tout état de cause, une pollution des eaux souterraines par les anciens casiers non étanchéifiés de la décharge ne peut être écartée. Le suivi des ES doit donc se poursuivre pour s'assurer notamment de l'absence d'extension de la zone impactée au-delà du Bec.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|---|

N° 9 : Consommation d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.1.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale sécheresse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |

| |
|--|
| Prescription contrôlée : Origine des approvisionnements en eau L'alimentation en eau de l'établissement se fait à partir du réseau public d'eau potable. Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau communal sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation. L'eau est utilisée : <ul style="list-style-type: none"> • au lavage des sols, • aux usages domestiques pour les personnes présentes sur site |
| Constats : D'après les données déclarées dans GERE, la consommation d'eau du site s'élève à 2820 m ³ en 2021 et à 5500 m ³ en 2022. En réponse au questionnaire DREAL du 14 février 2023 relatif à la gestion des épisodes de sécheresse, VERNEA a indiqué que ses activités relevaient du cas 1, c'est-à-dire que les prélèvements étaient inférieurs à 7 000 m ³ d'eau par an pour le total prélevé. Le VALTOM explique l'évolution constatée entre 2021 et 2022 par la constitution d'eau nécessaire à la constitution de la BSP du fond de casier 3. Le site ne prévoyant plus la construction de nouvelle barrière passive, la consommation du site va revenir à la normale (autour de 1000 m ³) manière pérenne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Relevés topographiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 25 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Relevés topographiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. |
| Constats : Le dernier relevé topographique date de février 2023. Celui-ci a été présenté en séance. Son interprétation est toutefois rendue difficile par l'absence de comparaison par rapport au précédent relevé. Par ailleurs, il serait utile d'identifier les zones ayant les tassements les plus forts et, pour ces zones, d'observer leur évolution sur un pas de temps long, idéalement l'ensemble de la chronique de données. |
| Observations : - compléter le relevé topographique de février 2023 et les suivants par : * une interprétation basée sur la comparaison avec le précédent relevé topographique, * la mise en évidence des éventuelles zones ayant les tassements les plus forts, * et, pour ces zones, interpréter leur évolution sur un pas de temps long, idéalement l'ensemble de la chronique de données. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Déclaration d'incidents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 2.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 20 février 2023 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le lundi 20 février 2023, à 1h15, l'agent de gardiennage partant en ronde repère un début d'incendie sur le casier 2 de la zone 5 (point sur le flanc sud). Constatant des débuts de flammes il appelle les pompiers pour intervention. Guidés par le gardien, les pompiers interviennent en arrosant les flammes visibles éteignant rapidement l'incendie qui n'a pas eu le temps de s'étendre. Il a juste suivi le bord de la membrane. Les flammes venaient d'une portion de moins de 4m ² de géomembrane et géotextile en feu (matière constitutive PEHD). La zone reste très circonscrite et très localisée. L'intervention a duré moins d'une heure. Seul le géotextile avait commencé à prendre feu. Les investigations réalisées ensuite ont montré que la partie la plus chaude semble être en hauteur de crête, et non pas au niveau de la membrane. Le lendemain un morceau de matelas en combustion est rapidement dégagé, isolé et éteint : au contact de l'air il reprenait feu. Lors de la poursuite des investigations, une « poche » de RBA (résidus de broyage automobile) très chauds a été atteinte juste sous la crête. Elle émettait des fumerolles et tous les déchets à son contact direct étaient très chauds, leur mise à l'air pouvant provoquer des flammèches. L'ensemble de la poche a été purgé ainsi que les déchets en contact, pour un volume total d'environ 30 m3, qui ont été étouffés et retravaillés sur une zone isolée afin de s'assurer de la baisse totale de température. Après vérification qu'il n'y avait plus de fumerolles et/ou de zone chaude, la crête a été complètement arasée et des matériaux inertes placés dessus de manière plus massive (40 à 80 cm). Les jours suivants, la zone a été maintenue sous surveillance sans constatation particulière. Suite à ces constats, l'origine retenue de cet incendie est qu'un apport de RBA, provenant de PRAXY Issoire, encore chauds est remonté en température à cause du vent malgré son enfouissement (il y avait une couche d'inertes dessus, mais le vent pouvait l'atteindre sous deux angles). Ils ont échauffé certains déchets à leur contact. Un petit morceau de la crête s'est décroché sous l'effet de la chaleur et a fini sa course vers le géotextile. Avec l'apport d'air un élément a émis des flammes qui ont fini par atteindre le textile. Le rapport d'incident final a été transmis le 1er juin 2023. La caméra thermique mobile a été utilisée pour aider aux recherches, mais les couvertures en |

| |
|---|
| <p>inertes et le caractère isolant d'une couche de déchets fait qu'il fallait accompagner ces mesures de recherches par creusement. Depuis l'exploitant porte une attention aux apports de RBA, au moment du vidage : en dehors de leur poussière il est demandé au chauffeur de contrôler l'éventuelle existence de fumerolles indiquant que cet apport demande une attention particulière voire une vérification de température afin de s'assurer qu'il n'est pas proche d'une combustion lente (avec usage possible de la caméra portable mobile).</p> <p>Aucune anomalie n'a été observée depuis la fin février.</p> <p>VEOLIA indique que la vérification par caméra thermique n'est pas systématique et qu'en tout état de cause, elle ne permet pas une détection en profondeur.</p> <p>La DREAL souhaite donc que l'exploitant étudie la possibilité de vérifier les apports de RBA après étalement du tas par passage de la caméra thermique sur la zone.</p> <p>Le point de la laie de membrane après vérification, n'étant pas pour le moment à un endroit stratégique (elle est en bordure), a fait l'objet d'une réparation ponctuelle. Toutefois, lors de la prolongation de l'étanchéité vers l'est, la laie suivante sera placée en recouvrement pour garantir l'étanchéité de la zone au long terme.</p> <p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier la possibilité de vérifier l'absence de points chauds dans les apports de RBA après étalement du tas (passage de la caméra thermique sur la zone par ex), - informer la DREAL dès que la laie de la membrane endommagée par l'incendie aura été remplacée. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |
|---|

N° 12 : Bilan environnement annuel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.4.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration 2023 au titre de l'année 2022 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets traités à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats : La déclaration GEREP réalisée au titre de 2022 a amené l'inspection à formuler les 2 observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - explication sur les variations des émissions de CO2 et CH4 : VEOLIA a expliqué que ces variations étaient dues d'une part à la variabilité des concentrations du biogaz mesurées (données par nature très hétérogènes) et, d'autre part, aux incertitudes du modèle de calcul développé par |

| |
|---|
| <p>l'ADEME ;</p> <p>- tonnage annuel de déchets en baisse en 2022 : environ 82 kt de déchets ont été enfouis sur le site en 2022 (pour une autorisation à 90 kt), sachant que les 90kt avaient été atteints en 2021. La baisse observée est liée à la diminution des stabilisats de VERNEA ainsi qu'à la baisse des apports provenant des grands apporteurs que sont SUEZ et VEOLIA.</p> <p>Sur la base de ces explications, la déclaration GEREP de Puy-Long est validée par l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> |
| <p>Constats : L'article 4.2.3 prévoit un curage régulier des bassins et à une fréquence a minima quinquennale et que l'exploitant s'assure que ces bassins disposent du volume minimum requis par l'AP (1100 m³ dans le bassin EP Sud Ouest et 400 m³ dans le bassin EP Nord Ouest, les deux volumes ont été interchangés – Dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 08/06/2023).</p> <p>=> Le porter à connaissance a été transmis le 08/06/2023 au préfet.</p> <p>Le bassin Nord côté lixiviat a été curé le 28 novembre 2022. En revanche lors de la dernière inspection, le bassin Sud n'avait pas été curé. Le curage du bassin sud a finalement été réalisé en février 2023 (zone potentielle de pompage).</p> <p>Les travaux permettant la permutation des volumes ont été réalisés. Afin de disposer d'un volume d'eau de 1 100 m³, le niveau d'eau devra être aux environs d'1,9 m par rapport au niveau du fond du bassin. Un marquage permet de repérer ce niveau (marque sur le bassin). De plus, une vanne d'ajustement a été installée au début de l'année 2023.</p> <p>Veolia a décidé de refaire la totalité de l'étanchéité de fond pour ne plus avoir aucun problème. En annexe du dossier de porter-à-connaissance, VEOLIA a fourni le rapport de l'étude réalisée par la société SADE C.G.T.H.</p> <p>Les colonnes d'aspiration ont été remises en état et sont conformes aux dispositions de l'AP (raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres). En revanche VEOLIA s'était engagé à réaliser le test en collaboration avec le SDIS,</p> |

| |
|---|
| celui-ci n'a pas été réalisé. => Réaliser le test en collaboration avec le SDIS sous 3 mois. |
| L'inspection a montré par ailleurs la nécessité d'améliorer la visibilité des vannes d'isolement des bassins => Mettre en place un panneau, sous 3 mois, avec affichage du mode opératoire pour manœuvrer la vanne sur chaque vanne d'isolement des bassins. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Vidéosurveillance sur les ISDND

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Vidéosurveillance sur les ISDND |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. |
| Constats : Comme évoqué lors de l'inspection précédente, la mise en place d'un dispositif de contrôle des apports est prévue avec : <ul style="list-style-type: none"> - une caméra permettant un contrôle visuel au débâchage afin de pouvoir refuser les apports non conformes avant déchargement dans le casier ; - une caméra permettant un contrôle visuel au niveau de la zone d'exploitation Le VALTOM a reçu un devis pour la mise en place du dispositif mai celui-ci est en attente de la décision du président du VALTOM. |
| L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en place le dispositif dans un délai de 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 15 : Ouverture du casier amiante

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable à la mise en service |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> |
| Constats : Les éléments complémentaires demandés dans le rapport d'inspection du 28/07/2022 n'ont pas été transmis. <p>Dans l'attente, le casier amiante ne peut être mis en exploitation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Ouverture Casier 3

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable à la mise en service |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> |
| Constats : De premiers éléments ont été transmis par courrier électronique en date du 23 mai 2023 <ul style="list-style-type: none">- le dossier de contrôle extérieur de la BSA- le plan de récolement du casier terminé faisant apparaître la surface du fond de forme des sous-casiers ; <p>Les autres éléments complémentaires demandés dans le rapport d'inspection du 22/12/2022 n'ont pas été transmis.</p> <p>Dans l'attente, le casier 3 ne peut être mis en exploitation.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Déchets autorisés à être stockés sur site

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets autorisés |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : <p>Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises.</p> |
| Constats : L'inspection du 14 décembre 2022 avait montré la présence d'un tas de 10 m3 environ de copeaux de bois sur la zone d'exploitation. VEOLIA a expliqué que ce bois permettait aux engins de pouvoir gravir la pente de la zone d'exploitation quel que soit l'humidité de la zone. Lors de la présente inspection, il a été constaté que le stockage était désormais clairement délimité et identifié par un affichage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |